

LES TRAVAUX DE LA 19^e TRIPARTITE OUVERTS HIER

Sellal explique son plan

Le Premier ministre Abdelmalek Sellal veut marquer de son empreinte son passage à la tête du gouvernement et s'inscrit comme le «sauveur de la maison Algérie». Hier, lors de son intervention devant les participants aux travaux de la 19^e tripartite, il a tiré sur ceux qui «ont abandonné le navire pour ne pas être comptables d'un naufrage qu'ils pensaient inéluctable» et rappelle que la situation économique est difficile, mais «l'Algérie résiste bien».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - D'emblée, le Premier ministre dresse un constat de la situation économique du pays, en déclarant que «bientôt deux années que les cours mondiaux des hydrocarbures enregistrent une chute spectaculaire et brutale, occasionnant des contractions drastiques des revenus avec une perte de plus de la moitié de nos ressources financières».

C'est dans cette optique qu'il monte au créneau, en dénonçant ceux qui «ont parié sur un vacillement rapide de l'Algérie», ou encore ceux qui «ont abandonné le navire». Il rappelle «sans démagogie que la situation est dure et les contraintes sont réelles avec des lendemains incertains, mais économiquement, l'Algérie résiste bien». Il passe à la vitesse supérieure et porte à l'attention des présents que «l'Algérie est parmi les rares producteurs de pétrole qui continuent de faire de la croissance et de créer des activités et de l'emploi». «Le nombre des investissements déclarés sur les trois dernières années représente 70% des créations d'activités depuis 2002 (24 386 projets

lancés entre 2013 et 2016). L'emprunt national pour la croissance engagé le 17 avril 2016, évolue correctement.

Ce sont des signaux forts de confiance des investisseurs en l'économie algérienne», a-t-il déclaré. Et pour appuyer d'avantage les efforts que déploie le gouvernement qu'il dirige, Abdelmalek Sellal ajoutera que «l'Algérie est en mouvement et toute sa société est appelée à œuvrer de toutes ses forces pour accélérer encore plus cette dynamique vertueuse parce que désormais, le temps nous est compté».

L'ultra-libéralisme de Haddad

En somme, à travers ce préambule, le Premier ministre trace le contour du nouveau modèle économique qu'il a exposé aux participants en début d'après-midi et à huis clos. Selon lui, «c'est ce modèle de croissance économique qui est soumis à l'examen de cette tripartite et qui déploie une approche claire et consensuelle jusqu'à 2019 avec des perspectives à l'horizon 2030». En somme, Abdelmalek Sellal que des observateurs don-



Abdelmalek Sellal, Premier ministre.

nent comme un potentiel candidat aux présidentielles de 2019 se lance d'ores et déjà dans cette optique.

Pour Abdelmalek Sellal, «il nous faut donc aller chercher la croissance ailleurs, c'est-à-dire dans la sphère économique réelle là où l'entreprise, publique ou privée, est la clé de voûte» et d'ajouter, que «ce modèle de croissance intègre un cadrage budgétaire sur le court et moyen terme, réaménagé en fonction des éléments factuels de conjoncture tout en maintenant les objectifs de croissance et d'édification d'une économie émergente fixée par l'autorité politique». «L'objectif est d'aboutir, en bout de cycle, à des niveaux soutenables en matière d'équilibres des

finances publiques», a-t-il expliqué.

Saisissant cette opportunité, le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE) qui s'est dit «disposé à accompagner le gouvernement dans la réalisation des objectifs», tout en réitérant avec force les principales revendications de son organisation. Selon lui, il est plus que jamais urgent «d'engager des transformations radicales de l'environnement des affaires».

Sidi Saïd en arbitre ?

Intervenant sur un ton d'ultra-libéral, Ali Haddad a évoqué trois importants points. Il s'agit, selon lui, «d'engager des réformes radicales du système bancaire», de «régler le problème du foncier industriel» et «d'assainir la question de la gou-

vernance». En somme, le président du FCE a proposé un véritable plan Marshall pour «l'émergence de notre économie». «Les facteurs nécessaires à cette émergence sont aujourd'hui réunis tant au plan de l'environnement infrastructurel qu'institutionnel, mais surtout que l'Algérie possède l'ADN d'une grande nation».

L'autre intervenant de marque lors de cette 19^e tripartite est le secrétaire général de l'UGTA Abdelmadjid Sidi-Saïd. Intervenant juste après le Premier ministre, Sidi-Saïd dira notamment que la «confiance installée au sein de la tripartite constitue un moteur pour insuffler la même dynamique à ceux qui sont chargés de créer la croissance (employeur, cadre, travailleur, élus syndicaux. (...)) C'est cette approche que l'UGTA favorise pour asseoir définitivement l'entreprise en tant qu'acteur privilégié du développement économique et social».

Le secrétaire général de l'UGTA, qui se trouve selon des indiscretions dans une position de désaccord avec le gouvernement et le patronat au sujet du dossier de retraite, a joué l'arbitre en déclarant notamment que «pour l'UGTA, la relation amicale et citoyenne avec les organisations patronales obéit à notre volonté politique sincère de construire un édifice économique patriotique comme socle de la confrontation de l'émergence sociale des travailleurs et de leurs familles».

A. B.

CONTRIBUTION DE NABNI À LA TRIPARTITE :

«Le financement des déficits n'est pas le problème de fond aujourd'hui»

La contribution versée par Nabni aux travaux de la tripartite est la énième que ce collectif produit depuis 5 ans et soumet aux responsables. C'est dire que la réflexion sur comment sortir le pays de l'impasse n'est pas nouvelle au sein de ce collectif qui ne désespère pas de voir qu'enfin, on prête oreille à ses propositions. «Le problème majeur aujourd'hui n'est pas celui du financement de nos déficits» mais, explique Nabni, «celui de la croissance, du modèle économique et de la gouvernance». Faut-il, toutefois, non seulement avoir la volonté politique de faire, d'agir sur le mode de gouvernance en instituant la transparence à tous les niveaux et en assurant un suivi de mise en œuvre indépendant, précise ce collectif.

A l'heure où certains prévisionnistes squattent les TV pour annoncer des éclaircies pour les mois qui arrivent dans les prix des cours du baril et suggèrent la fin des difficultés pour le pays, Nabni rétorque : «Sans réforme de notre modèle rentier, le pays court à sa perte, économiquement et socialement.» Au lieu de l'immobilisme, en attendant des jours meilleurs, il faut, afin de préserver la justice sociale, aller résolument et urgemment dans la mise en œuvre des réformes, identifiées pourtant depuis longtemps.»

Comme préalable à toute action de réforme en profondeur, il faut commencer par arrêter les gaspillages, en réduisant les dépenses et en augmentant les recettes de sorte à réduire les déficits publics. Pour ce faire, il ne s'agit pas d'opérer des coupes brutales mais de «liser les réductions en combinant réduction des dépenses et le recours mesuré à l'endettement. Quand il s'agit d'investissement, si Nabni soutient les mécanismes de partenariats publics-privés engagés, le collectif propose que cela soit accompagné des «compétences nécessaires afin de bien négocier ces partenariats et qu'il mette en place la gouvernance et la transparence requises». Quant au

système de subventions, Nabni veut un système de redistribution plus juste et moins coûteux qui ne s'attelle pas aux subventions des produits alimentaires et énergétiques mais en procédant à des transferts monétaires directs comme les allocations familiales ou les bourses, le tout étant de cibler d'une façon «juste et crédible», autrement dit transparente, les bénéficiaires.

Dans l'hypothèse, où réduction des dépenses publiques et augmentation des recettes ne parviennent pas à combler les déficits, Nabni suggère d'aller vers le premier «Diaspora Bond», en l'occurrence un appel à des ressources de financement au moyen «d'obligations d'Etat en euro ou autres devises, ouvertes à la diaspora algérienne». Si l'Etat doit recourir à l'emprunt autant qu'il le fasse d'abord auprès de la communauté à l'étranger, qui participera ainsi au développement national. Tout le problème est naturellement de savoir si aujourd'hui la communauté à l'étranger est prête en nombre et crédite suffisamment l'Etat dans ce type d'opérations.

La crise que vit le pays étant loin d'être conjoncturelle, les solutions préconisées plus

haut par Nabni ne règlent pas le problème de fond qui est celui de la croissance, du modèle économique et de sa gouvernance. C'est justement ce qui est proposé dans le deuxième volet de sa contribution.

La modernisation du climat des affaires qui attend depuis si longtemps nous mettant à la traîne dans ce domaine pourrait en «douze mois» être réglée par de nombreuses mesures réitérées par Nabni dont : la dématérialisation réelle des procédures les plus lourdes ; la modernisation de tout le système de paiement et pour mettre fin à la rente, réduire le quasi-monopole des banques publiques dans le financement de l'économie en laissant entrer les banques privées et en laissant «croître» les banques privées existantes. Il faut, dit encore Nabni, «lever impérativement les verrous à l'éclosion de PME dynamiques et créatrices d'emplois qui permettent de diversifier notre économie».

Si le discours a, depuis longtemps, évoqué la relance de la politique industrielle, dans les faits nous en sommes bien loin, dit cette contribution. Pour soutenir cette politique, il est capital de «générer un fort influx d'investissement productif» et de mettre en œuvre une politique industrielle ambitieuse à même de «faire naître d'importants pôles ou clusters productifs sur tout le territoire, notamment orientés vers l'exportation». A ce niveau, Nabni explique que si aujourd'hui la dépréciation du dinar est le seul moyen de gestion du déficit commercial, il ne l'est cependant qu'à court terme.

A moyen terme dévaluation, licences d'importation, tarifs douaniers et autres instruments de réduction des importations n'auront aucun effet. «Il nous faut apprendre à exporter

des biens et services compétitifs». Ne pourront le faire, dit Nabni, que les entreprises qui évoluent dans un cadre plus adéquat que le présent.

Mais ces réformes seraient sans effet si la volonté de faire autrement et la capacité de leur mise en œuvre ne suivaient pas. C'est ainsi que le collectif réitère sa proposition de mise en place d'une «Delivery Unit» au niveau de la présidence ou du Premier ministre pour piloter la mise en œuvre des réformes.

S'atteler à améliorer la formation de l'élite administrative notamment en ouvrant une école de haut niveau chargée de la conception et de la mise en œuvre des politiques publiques. Ces réformes seraient un échec si elles n'étaient pas accompagnées par une réforme profonde de la gouvernance publique. Et pour ce faire, Nabni de rappeler les propositions nombreuses qu'elle a eu déjà à faire à la tripartite en 2013 et dont nous retenons : la transparence totale et la publication des subventions accordées aux entreprises tant publiques que privées ; la transparence totale sur la commande publique ; l'adoption d'une nouvelle loi qui réglemente l'accès à l'information publique «qui permette notamment aux citoyens d'accéder aux statistiques et brutes de l'administration ainsi qu'aux institutions, et ce, sans autorisation préalable ; la publication des états financiers des organismes publics et parapublics ; la transparence des comptes du secteur privé et enfin l'accès public à tous les projets de texte de lois et réglementations relevant de l'économie pour consultation publique avant leur soumission à l'APN.

Synthèse de
Khedidja Baba-Ahmed